

Formation de leaders

Développement de la petite enfance dans les communautés autochtones

Rapport final Juillet 2015





Le Forum des politiques publiques est un organisme indépendant, sans but lucratif, qui s'efforce de promouvoir l'excellence gouvernementale au Canada par l'entremise d'un meilleur dialogue entre le secteur public, le secteur privé, le secteur universitaire et le secteur sans but lucratif. Issus de l'industrie et du commerce, des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, du secteur bénévole et des syndicats, les membres du Forum partagent une même vision : celle d'une fonction publique efficace et efficiente qui joue un rôle clé dans le maintien de notre qualité de vie et de notre position concurrentielle à l'échelle mondiale.

Depuis sa fondation en 1987, le Forum s'est taillé une réputation de facilitateur non partisan et digne de confiance, capable de réunir toute une gamme d'intervenants pour un dialogue constructif. Son programme de recherche fournit des renseignements objectifs à l'appui de la prise de décisions collectives. En encourageant le partage d'information et l'amélioration des liens entre les gouvernements et les autres secteurs de la société, le Forum aide le Canada à adopter des politiques publiques dynamiques et bien coordonnées qui tiennent compte des défis et des occasions qui nous attendent.

© 2015, Forum des politiques publiques 1405-130 rue Albert St Ottawa, ON K1P 5G4

Tél: (613) 238-7160

ISBN: 978-1-927009-66-6

Table des matières

Résumé	ii
Introduction	
Pourquoi le DPE est important	1
Notre approche	2
L'état actuel du DPE dans les communautés autochtones	2
Observations suivant la table ronde	ε
Meilleures pratiques	6
Défis communs	g
Principales recommandations	12
Promouvoir le changement : est-il temps d'imaginer une nouvelle stratégie de DPE pour les Autochtones?	15
Annexe A : Ordre du jour des tables rondes	17
Annexe B : Participants à la table ronde	18
Annexe C : Comité consultatif d'experts	22

Merci à tous nos partenaires









THE J.W. McConnell
FAMILY FOUNDATION

LA FONDATION DE LA
FAMILLE J.W. McCONNELL







Résumé

La recherche et l'expérience ont démontré que le développement de la petite enfance (DPE) est un élément essentiel pour les perspectives d'avenir des individus. Un programme de DPE de qualité contribue à la croissance et au développement en santé ainsi qu'à la maturité et à la réussite scolaire. Compte tenu de l'héritage du colonialisme au Canada, l'accès à des programmes de DPE adaptés aux particularités culturelles peut jouer un rôle clé dans la réduction des écarts en termes de perspectives d'avenir entre les enfants autochtones et non autochtones.

Au cours de l'été 2014, le Forum des politiques publiques du Canada a lancé une initiative nationale visant à améliorer le DPE dans les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis. L'initiative Formation de leaders : développement de la petite enfance dans les communautés autochtones a vu l'organisation de quatre tables rondes auxquelles ont participé des professionnels du DPE, des décideurs politiques, des universitaires et des leaders communautaires dans différentes régions. Ce rapport souligne les évolutions positives, les défis communs et les recommandations clés décrits par les participants aux tables rondes. À travers ce projet, le Forum des politiques publiques relance un important dialogue national qui était en veilleuse depuis la dernière décennie.

Les tables rondes ont fourni un éclairage sur l'état des programmes de DPE pour les communautés autochtones au Canada. Les participants ont dégagé plusieurs bonnes pratiques, même si les modèles de financement continuent de représenter des défis pour l'accès aux programmes et leur impact durable. Parmi les tendances positives, il convient de citer l'évolution vers des modèles communautaires, des programmes adaptés aux particularités culturelles, et des solutions collaboratives.

Alors que de nombreuses évolutions dans les différentes juridictions témoignent d'une avancée du DPE, plusieurs défis communs ont été mentionnés tout au long des tables rondes. Les discussions ont en particulier porté sur les problèmes de financement, les lacunes en matière de capacités et le besoin d'un leadership plus fort dans tous les secteurs et communautés. Alors que les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis demeurent confrontées aux mêmes défis, les intervenants de tout le pays appellent à des actions concrètes dans plusieurs domaines clés:

- Améliorer les modèles de financement pour répondre à l'évolution des besoins des communautés
- Augmenter les investissements dans le renforcement des capacités pour maintenir un personnel de DPE solide
- Étendre les programmes holistiques communautaires pour soutenir le développement optimal des enfants
- Concevoir des programmes adaptés à la culture pour garantir de meilleurs résultats
- Impliquer les leaders des différents secteurs et communautés pour sensibiliser à l'importance du DPF
- Utiliser la collaboration pour combler les lacunes dans l'accès aux programmes et leur financement

Pour faire avancer ces priorités, il est nécessaire d'instaurer une plateforme nationale au sein de laquelle les leaders autochtones, tous les ordres de gouvernement, les experts en DPE, les fondations caritatives ainsi que les partenaires privés et à but non lucratif peuvent travailler ensemble pour garantir que les programmes de DPE de qualité soient non seulement pérennes, mais aussi accessibles à tous les enfants autochtones, quel que soit leur statut ou leur lieu de résidence.

Introduction

Au cours de l'été 2014, le Forum des politiques publiques du Canada a lancé une initiative nationale pour faire progresser le développement de la petite enfance (DPE) dans les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis. À travers une combinaison de recherche et de dialogue entre les experts, les professionnels, les décideurs politiques et les leaders communautaires, le Forum a exploré des stratégies destinées à améliorer les résultats du DPE dans les communautés autochtones. Ce rapport souligne les évolutions positives, les défis communs et les recommandations clés qui sont ressortis de nos discussions avec des intervenants de tout le pays. Analyse des points de vue des intervenants, produite de façon indépendante, ce rapport ne reflète pas nécessairement les opinions des partenaires qui ont participé à ce projet.

Pourquoi le DPE est-il important?

La possibilité de donner plus de moyens à une population croissante de jeunes et une culture du respect pour les enfants font partis des motifs d'optimisme et d'inspiration des communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Près d'un tiers (28 pour cent) de la population autochtone du Canada est âgée de moins de 14 ans, contre un sixième (16,5 pour cent) pour la population non autochtone.¹ Les enfants occupent une place centrale dans les cultures autochtones,² comme le reflète le rôle actif que jouent les communautés dans le soutien aux parents et aux familles.³ Néanmoins, les effets du colonialisme et l'héritage des pensionnats continuent de contribuer aux désavantages sociaux et économiques prévalant dans les communautés, ce qui compromet la possibilité pour les enfants autochtones de se réaliser pleinement.

De nombreux facteurs contribuent au développement optimal et à la santé des enfants, notamment le contexte biologique et familial, le voisinage et le contexte sociopolitique plus large. Il est largement accepté que les enfants qui vivent dans la pauvreté ou souffrent d'abus et de négligence sont plus susceptibles d'avoir des problèmes de santé physique ou mentale ainsi que des difficultés sociales ultérieurement dans la vie. Les neurosciences confirment l'importance critique des premières années de la vie pour le développement humain à long terme et, en particulier, l'impact d'une famille saine et d'autres environnements sécuritaires et protecteurs sur le potentiel futur des enfants.

Le développement de la petite enfance (DPE) comprend de multiples composantes, notamment le développement physique, socio-affectif et cognitif/du langage. Du point de vue des populations autochtones, il inclut également l'identité culturelle, l'estime de soi et les modes de connaissance traditionnels. Un vaste éventail de politiques et de programmes peut contribuer au développement en santé des enfants, notamment ceux axés sur la prise en charge et l'apprentissage précoces, la bonne santé et la nutrition, les compétences parentales, les aides économiques ainsi que les services pour les familles qui ont des besoins spécifiques.

Les programmes de DPE de qualité aident à la croissance et au développement en santé, à la maturité et à la réussite scolaire, au bien-être global et à la productivité plus tard dans la vie.⁶ La recherche a démontré que les expériences enrichissantes au cours des premières années façonnent non seulement l'apprentissage, la santé et le comportement ultérieurs mais jouent également un rôle dans le développement économique en permettant aux enfants d'optimiser leur potentiel une fois adultes.⁷ De fait, les bénéfices économiques des investissements dans le DPE sont supérieurs aux coûts d'un soutien de qualité.⁸ Le DPE optimal pour les enfants des communautés autochtones peut également avoir un rôle central dans le renforcement de l'identité culturelle⁹ et le renforcement des capacités communautaires¹⁰.

Avec l'initiative Formation de leaders : développement de la petite enfance dans les communautés autochtones, le Forum des politiques publiques relance un important dialogue national qui était en veilleuse depuis la dernière décennie. L'objectif est de fournir une plateforme pour dresser un état des

programmes de DPE dans les communautés autochtones, identifier les points forts et les défis dans les pratiques actuelles, et réfléchir aux mesures que les gouvernements, les communautés et les autres intervenants peuvent prendre pour améliorer les perspectives d'avenir des enfants des communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

Notre approche

De décembre 2014 à février 2015, le Forum a organisé une série de tables rondes avec des professionnels du DPE, des décideurs politiques, des universitaires et des leaders communautaires dans différentes régions. Si l'éventail de points de vue était limité en raison de la localisation géographique de ces tables rondes, les discussions ont fourni une plateforme pour partager les progrès réalisés, explorer les défis clés et identifier de nouvelles pistes afin d'avoir un impact plus fort.

Des tables rondes ont été organisées à Edmonton, Halifax, Winnipeg et Ottawa. Des intervenants de différentes provinces ont participé aux discussions à Edmonton et Halifax, tandis que la table ronde organisée à Winnipeg s'est concentrée sur la situation au Manitoba. Recueillant les points de vue des Inuits, la table ronde qui s'est tenue à Ottawa a coïncidé avec les réunions du Groupe de travail sur le DPE chez les Inuits organisées par l'Inuit Tapiriit Kanatami. La table ronde finale a réuni des représentants des quatre régions d'Inuit Nunangat et des organisations inuites œuvrant à Ottawa. Veuillez vous reporter aux annexes pour en savoir plus sur le programme des tables rondes et les listes des participants.

Les conclusions de ce rapport s'appuient sur ce que nous avons entendu au cours des quatre tables rondes. Pour situer le contexte de ces discussions, le Forum a préparé un document de recherche et un document de travail, plus court, contenant les questions suivantes afin de définir le cadre du dialogue :

- Quelles sont les bonnes pratiques/réalisations remarquables en matière de développement de la petite enfance dans votre localité ou votre région?
- Quels sont les défis ou obstacles actuels au développement de la petite enfance dans votre localité ou votre région?
- Quels enseignements peuvent être tirés des politiques ou programmes prometteurs de DPE au Canada et à l'étranger?
- Quelles sont les priorités clés pour améliorer le développement de la petite enfance dans votre localité ou votre région?
- Comment les gouvernements, le secteur privé, les communautés et les familles peuvent-ils jouer un rôle dans l'amélioration des perspectives d'avenir des jeunes enfants?

Un comité consultatif d'experts a également été créé pour fournir des conseils et des recommandations sur le projet. Les membres du comité ont été choisis au sein de groupes d'intervenants clés, notamment des leaders autochtones, des professionnels DPE et des chercheurs, ainsi que des organisations privées et à but non lucratif travaillant sur les questions autochtones. Les candidats potentiels ont reçu des invitations officielles à participer au projet et le comité final a été sélectionné en fonction de leur intérêt et de leur disponibilité. Veuillez vous reporter à l'Annexe C pour la liste complète des membres du Comité.

L'état actuel du DPE dans les communautés autochtones

Dans les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis, la responsabilité d'éduquer les enfants incombe à l'ensemble de la communauté et a toujours été considérée comme un devoir sacré. Le retrait de générations d'enfants de leur communauté et leur éducation dans les pensionnats, ainsi que les adoptions forcées a eu un effet profond et durable. Si et quand les enfants ont été autorisés à retourner chez eux, nombre d'entre eux ont ressenti qu'ils avaient perdu le lien culturel qui les unissait à

leur communauté.¹² Certains étaient restés loin de leur famille entre l'âge de quatre ans et seize ans et ont passé la quasi-totalité de leur enfance dans un pensionnat.

Après avoir été privés d'un environnement familial protecteur pendant leur enfance, de nombreux parents autochtones ne possèdent aujourd'hui pas les compétences et les connaissances nécessaires pour élever leurs propres enfants, ce qui contribue à l'éclatement des structures familiales et aux problèmes sociaux associés qui se sont généralisés dans de nombreuses communautés. Compte tenu de l'héritage du colonialisme, ces défis renforcent le besoin de programmes adaptés aux particularités culturelles qui promeuvent un DPE de qualité dans les communautés autochtones pour améliorer les perspectives d'avenir.

Au Canada, d'importants programmes fédéraux participants au DPE dans les communautés autochtones, tels que le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones, ont été mis en place entre 1995 et 1999. Les programmes fédéraux de DPE pour les enfants et les familles autochtones sont financés par trois ministères et une agence :

- Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC);
- Emploi et Développement social Canada (EDSC);
- Santé Canada; et
- Agence de la santé publique du Canada (ASPC).

Lorsque les enfants sont retirés de leur famille, comment peuvent-ils apprendre à exercer leurs responsabilités parentales si eux-mêmes n'ont pas reçu l'éducation de leurs parents dans les pensionnats ?

-Hare et Anderson

Ces organismes fédéraux apportent des financements aux communautés ou aux organisations communautaires pour un large éventail de services, notamment la santé infantile et maternelle, le soutien parental ainsi que l'apprentissage précoce et les services de garde d'enfants.

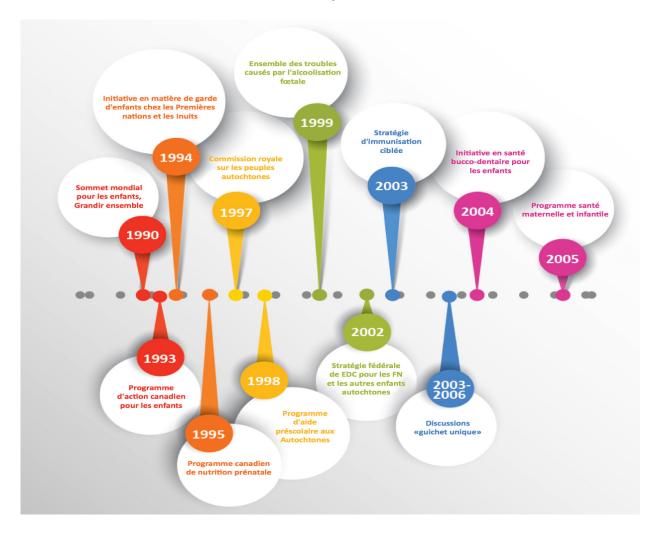
À travers des accords-cadres multilatéraux signés en 2000 et 2003, le Gouvernement du Canada s'est engagé à fournir des fonds supplémentaires aux gouvernements provinciaux/territoriaux pour améliorer leurs investissements existants dans les programmes d'apprentissage précoce et de garde d'enfants. En complément de larges initiatives multilatérales, le Gouvernement du Canada a annoncé en 2002 une stratégie de DPE spécifique pour les communautés autochtones qui a augmenté les financements (320 millions de dollars sur cinq ans) pour plusieurs programmes existants de DPE pour les enfants et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis. L'engagement des ministères concernés¹ à étudier une approche « guichet unique » pour le financement des programmes de DPE destinés aux enfants autochtones et à leur famille était une composante clé de la Stratégie.

Les organismes fédéraux impliqués dans la Stratégie ont été chargés d'identifier les lacunes, les défis et les inefficacités afin de mieux intégrer et harmoniser les programmes fédéraux de DPE. Les organisations autochtones ont également été invitées à fournir une rétroaction sur l'utilité d'une approche consolidée.² Si certains se sont inquiétés du fait que l'intégration de programmes puisse diminuer les niveaux de financement, les efforts pour mettre en œuvre une approche à guichet unique se sont poursuivis avec des projets pilotes lancés dans 17 communautés des Premières Nations et des Inuits. Pour diverses raisons, notamment les défis que représentent l'intégration des programmes et le financement par différents ministères fédéraux, ces projets pilotes n'ont pas été fructueux. Depuis l'arrêt de la Stratégie de DPE dans les communautés autochtones de 2002, aucune mesure d'ampleur n'a été entreprise pour relancer les politiques ou les programmes de DPE spécifiques pour les communautés autochtones au niveau national, comme cela apparaît sur la frise chronologique en page suivante.

¹ Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Emploi et Développement social Canada, Santé Canada et Agence de la santé publique du Canada

² Un bilan plus détaillé des sur l'approche « guichet unique » est disponible dans le <u>document de recherche</u> élaboré par le Forum des politiques publiques.

Frise chronologique des programmes fédéraux de DPE pour les communautés autochtones, 1990 – présent



Le tableau figurant en page 5 fournit des détails supplémentaires sur les programmes fédéraux actuels de DPE pour les familles autochtones. Il convient toutefois de noter que toutes les communautés n'ont pas accès aux programmes existants. Le tableau ne fournit pas d'informations sur les niveaux de financement par habitant ni d'évaluation des niveaux de financement par rapport aux besoins, cela dépassant la portée de ce projet. En général, les niveaux de financement des programmes fédéraux n'ont pas augmenté au cours de la dernière décennie alors que la population cible a connu une forte croissance. De fait, la population autochtone au Canada augmente à un rythme près de quatre fois supérieur à celui de la population non autochtone.¹⁴

Si le financement fédéral a stagné, certains gouvernements provinciaux et territoriaux ont réalisé d'importants nouveaux investissements dans le DPE, notamment des programmes qui ciblent les enfants défavorisés et leur famille. Toutefois, les Autochtones vivant en réserve n'ont généralement pas accès à ces aides en raison de stricts partages des compétences. En outre, l'accès des populations cibles dépend de la capacité des communautés éligibles à demander et mettre en œuvre avec succès les programmes. À l'instar de l'état général des programmes de DPE au Canada, le manque de coordination entre la myriade de programmes de DPE pour les communautés autochtones a été cité par les experts et les participants aux tables rondes comme étant un obstacle à l'amélioration de leur accessibilité et de leur impact global.

Programmes fédéraux pour le développement de la petite enfance auprès des Premières Nations, Inuits et Métis, 2014-2015

Programme	Ministère	Population cible	Types d'intervention	Dépenses prévues (millions)
Services de garde sur réserve en Ontario et Alberta	Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	Premières Nations sur réserve (ON) Premières Nations et Métis inscrits normalement sur réserve (AB)	Garde et apprentissage des jeunes enfants, soutien aux parents et à la famille	14,8 \$ (Ontario)* 2,6 \$ (Alberta)*
Initiative en matière de garde d'enfants chez les Premières Nations et les Inuits (IGEPNI)	Emploi et Développement social Canada (EDSC)	Premières Nations sur réserve et Inuit	Garde et apprentissage des jeunes enfants	55,0 \$
Programme d'aide préscolaire aux Autochtones sur réserve (PAPAR)	Santé Canada	Premières Nations sur réserve	Garde et apprentissage des jeunes enfants, soutien aux parents et à la famille	49,0 \$**
Brighter Futures	Santé Canada	Premières Nations sur réserve et Inuit	Santé maternelle et infantile, soutien aux parents et à la famille, santé mentale	45,7 \$**
Programme canadien de nutrition prénatale (PCNP) -Volet Premières Nations et Inuits	Santé Canada	Premières Nations sur réserve et Inuit	Santé maternelle et infantile	12,7 \$**
Initiative en santé buccodentaire des enfants (ISBE)	Santé Canada	Premières Nations sur réserve et Inuit	Santé maternelle et infantile	5,4 \$**
Initiative sur l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale -Volet Premières Nations et Inuits	Santé Canada	Premières Nations sur réserve et Inuit	Santé maternelle et infantile	14,2 \$**
Santé des mères et des enfants	Santé Canada	Premières Nations sur réserve	Santé maternelle et infantile	23,8 \$**
Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN)	Agence de la santé publique du Canada	Premières Nations hors réserve, Métis et Inuit	Apprentissage des jeunes enfants, soutien aux parents et à la famille	32,1 \$***
Programme canadien de nutrition prénatale (PCNP)	Agence de la santé publique du Canada	Premières Nations hors réserve, Inuit et Métis et immigrants/nouveaux arrivants, isolés, à faible revenu	Soutien aux parents et à la famille, santé maternelle et infantile	27,2 \$****
Programme d'action communautaire pour les enfants (PACE)	Agence de la santé publique du Canada	Premières Nations hors réserve, Inuit et Métis et immigrants/nouveaux arrivants, isolés, à faible revenu	Soutien aux parents et à la famille, programmes de DPE	53,4 \$****
Initiative sur l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale	Agence de la santé publique du Canada	Pancanadien, incluant Premières Nations hors réserve, Inuit et Métis	Professionnels de la santé et paramédicaux, et autres travailleurs de première ligne	1,5 \$****

Tous les chiffres sont issus de rapports ministériels sur le rendement, de rapports sur les plans et les priorités ou de correspondances avec des fonctionnaires des ministères.

^{*}À travers l'Entente de 1991 sur le financement et l'administration des services sociaux, AADNC rembourse à la Province de l'Alberta les services sociaux (y compris les services de garde d'enfants) fournis aux membres des Premières Nations qui vivent ordinairement dans une réserve. En Ontario, la province se voit rembourser les services d'aide sociale et de garde d'enfants vivant en réserve en vertu du Protocole d'entente de 1965 sur les programmes d'aide sociale pour les Indiens.

^{**} Remarque : depuis octobre 2013, les affectations de fonds de Santé Canada ont été réduites par rapport aux années précédentes pour refléter le transfert de financement à l'Autorité sanitaire des Premières Nations pour la mise en œuvre des programmes sanitaires fédéraux en Colombie-Britannique en vertu de l'Accord-cadre tripartite de la Colombie-Britannique.

^{***}Inclut le Fonds stratégique.

^{****}Les dépenses pour ces programmes de l'ASPC incluent mais les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis sans y être spécifiquement ciblées. Les dépenses totales incluent les projets ou les initiatives qui fournissent des services aux populations non autochtones.

Observations suivant la table ronde

Les tables rondes ont fourni un éclairage sur l'état des programmes de DPE pour les communautés autochtones des différentes régions. Les participants ont présenté plusieurs programmes probants et évolutions prometteuses, même si les modèles de financement continuent de poser des défis pour l'accès aux programmes et leur impact durable. Parmi les tendances positives, il convient de citer l'évolution vers des approches communautaires, l'importance accordée aux programmes adaptés aux particularités culturelles et l'accent mis sur les solutions collaboratives.

Meilleures pratiques

À chacune des tables rondes, les professionnels du DPE ont décrit avec une grande fierté les programmes spécifiques de leur région qui améliorent la vie des jeunes enfants et de leurs familles. Les exemples d'initiatives couronnées de succès fournis tout au long de ce rapport reflètent des tendances plus larges qui indiquent un progrès et une innovation continus en matière de DPE.

Intervention communautaire précoce

Les programmes d'aide préscolaire aux Autochtones (APA) existent depuis 20 ans dans différentes communautés à travers le pays, y compris des communautés vivant en réserve et hors réserve, ces dernières incluant les communautés nordiques et des zones urbaines. Saluée pour sa flexibilité et son approche holistique, l'APA est un modèle d'intervention précoce centré sur les enfants, auquel participent activement les familles et les communautés et qui est axé sur les dimensions physique, mentale, culturelle et spirituelle du développement. La réussite du programme est manifeste par son impact à long terme sur les participants dans toutes les juridictions. Par exemple, plusieurs « diplômés » de l'APA à la fin des années 1900 et au début des années 2000 occupent actuellement des fonctions de leaders dans leur communauté; ils sont retournés vers le programme en tant que membres du personnel et participent au développement de la prochaine génération de leaders.



Centre préscolaire Eagle's Nest pour Autochtones

Vancouver, Colombie-Britannique

Hébergé par la BC Aboriginal Child Care Society, le centre préscolaire pour les Autochtones (*Eagle's Nest Aboriginal Head Start*) a ouvert à Vancouver-Est en 1998. La prématernelle est pleinement agréée et possède un personnel dédié qualifié, notamment trois éducateurs de la petite enfance, un chauffeur de bus, un coordinateur du programme ainsi que des étudiants stagiaires et des bénévoles.

Le programme d'Eagle's Nest repose sur les six composantes de l'aide préscolaire aux Autochtones : culture et langage, éducation et maturité scolaire, promotion de la santé, nutrition, soutien social et participation des parents et des familles. Élaboré avec un apport important de la part des parents et des Aînés, le programme préscolaire se concentre depuis son lancement sur la participation des familles et l'intégration culturelle. L'objectif est de créer un environnement culturellement sécuritaire pour les enfants et leurs familles afin de partager les traditions et la culture, d'encourager l'envie d'apprendre tout au long de la vie et d'enrichir tous les domaines de développement - affectif, intellectuel, physique et spirituel. De ce fait, de nombreux parents se reconnectent avec leur culture à travers les leçons que leurs enfants apprennent à l'école maternelle et racontent ensuite chez eux.

Si le programme préscolaire est axé sur le développement professionnel, la participation des parents et des aînés joue un rôle clé dans la réussite du programme. En plus du Comité consultatif de parents et d'aînés, deux aînés qui enseignent des chansons et des danses des Salishs de la côte, la gravure, la fabrication de tambours et la purification, aident à guider le programme et garantissent que les participants bénéficient d'un environnement inclusif et culturellement riche.

Pour plus d'informations sur Eagle's Nest AHS Preschool, veuillez consulter http://www.acc-society.bc.ca/files 2/preschools-eagles-nest.php.

عمدل کردبغ،



Service de garde à l'enfance du Nunavik Nunavik, Québec

Depuis la mise en place d'une politique familiale et d'un programme de garde universel au Québec en 1997, le Nunavik a étendu ses centres de garderie et fournit aujourd'hui des services de garde subventionnés dans l'ensemble de ses 14 communautés. L'Administration régionale Kativik supervise actuellement 19 garderies et 1 009 places de garderie au Nunavik. Plus de 80 % du programme de garde est financé par le gouvernement du Québec, le reste étant financé par le gouvernement fédéral et payé par les familles.

Si les garderies du Nunavik reposent sur un modèle québécois, le personnel et les enfants parlent principalement en inuktitut. Les organisations régionales ont également aidé à élaborer des outils éducatifs et des programmes adaptés à la culture qui célèbrent la culture des Inuits. Appliquant une approche de développement global, les garderies sont axées sur la maturité scolaire, la promotion de l'identité culturelle et des compétences linguistiques et l'encouragement d'un mode de vie sain.

Depuis l'ouverture des centres en 1998, les taux d'obtention de diplômes ont augmenté au Nunavik. L'offre d'un service de garderie pour 7 \$ par jour a également entraîné des bénéfices économiques plus larges, par exemple en permettant à plus de parents de reprendre le travail et des études, en réduisant le nombre de mères célibataires recevant de l'aide sociale et en créant des centaines d'emplois permanents dans la région. Les garderies du Nunavik emploient 249 personnes à plein temps et 56 personnes à temps partiel dont le salaire est plus attractif que celui de la plupart des professionnels du secteur dans les autres régions.

Pour plus d'informations sur le service de garde à l'enfance du Nunavik, veuillez consulter https://www.nunavikchildcare.ca/en/.

Programmes adaptés à la culture

Les enfants profitent d'environnements qui ouvrent leur esprit et contribuent à cultiver un fort sentiment d'appartenance. Pour les enfants autochtones, un enseignement adapté à la culture est particulièrement important pour le développement de l'estime de soi et d'un sentiment d'appartenance en raison de l'impact du colonialisme sur le développement de l'identité, et de l'absence de législation pour protéger les langues autochtones. Confrontées à la pénurie d'éducateurs autochtones et à un manque de financement dédié aux contenus culturels, les communautés exploitent leurs propres ressources telles que les aînés et les experts locaux pour fournir un enseignement linguistique et culturel. En tant que première garderie inuktitute à Iqaluit, Tumikuluit Saipaaqivik constitue un exemple de programme ancré dans la culture et la langue inuites qui contribue à améliorer la réussite scolaire.

Contrôle et gestion communautaires

Le contrôle communautaire sur les programmes de DPE peut présenter de nombreux avantages, par exemple en favorisant le transfert de connaissances culturelles ou en garantissant que les aides répondent aux besoins spécifiques des Autochtones. Par exemple, le Groupe de travail sur le DPE chez les Inuits reconnaît qu'il est important de partager les connaissances et l'expertise, tandis que la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan a défini des politiques et des réglementations de garde d'enfants qui insistent sur l'importance d'intégrer la culture et la langue dans les programmes de DPE. Reconnaissant les bénéfices des approches communautaires, certains leaders autochtones travaillent avec différents niveaux de gouvernement afin de permettre une gestion locale des programmes de DPE. En Colombie-Britannique, la création de l'Autorité sanitaire des Premières Nations de Colombie-Britannique a entraîné le transfert de la gouvernance sanitaire du gouvernement fédéral aux communautés des Premières Nations.

Dans le cadre des nouvelles orientations politiques au Québec à la fin des années 1990, les leaders de Nunavik se sont vu accorder, avec le soutien des leaders au niveau municipal, une plus grande autonomie sur les programmes de DPE en obtenant un financement global à long terme. La stabilité et la flexibilité fournies par cet accord de financement ont permis à l'Administration

régionale Kativik d'affecter les ressources en fonction des besoins communautaires, tels que la construction d'installations de garderie, l'offre de programmes d'immersion linguistique et culturellement adaptés, ainsi que l'organisation de formations sur le DPE dans les communautés. Fort du succès de cette approche, le Nunavik fait actuellement figure de modèle à suivre pour les autres régions inuites.

Partenariats innovants

Un petit groupe de programmes de DPE à travers le pays est parvenu, grâce à la collaboration, à surmonter les contraintes de financement et de capacités. La réussite est particulièrement visible dans les provinces où le leadership et l'alignement politiques ont aidé à surmonter les partages de compétences. Par exemple, le soutien du gouvernement de l'Alberta a permis la création de cinq centres d'appui aux parents autochtones dans les communautés urbaines. Plus fréquents dans les communautés urbaines ou nordiques, les leaders de programmes innovants combinent des financements provenant de différents ordres de gouvernement et nouent des partenariats avec des organisations locales pour créer des centres de développement de l'enfant « guichet unique » qui offrent des services holistiques aux enfants autochtones et à leurs familles.

Reflet de cette approche en matière de partenariats, l'Opokaa'sin Early Intervention Society a non seulement obtenu des ressources fédérales et provinciales, mais a également mobilisé des organisations autochtones et non autochtones pour atteindre des objectifs communs. Si le financement durable demeure un problème pour de nombreux programmes à succès, ils constituent des exemples prometteurs de ce qui pourrait être accompli à travers le pays avec de la volonté politique et un leadership communautaire.

Faire évoluer les cadres et les modèles intégrés

Pour améliorer l'aide apportée aux enfants et à leurs familles, de nombreux gouvernements et leaders communautaires repensent les structures de gouvernance du DPE et les approches des programmes. Dans la région Atlantique, les gouvernements provinciaux intègrent les programmes de DPE aux ministères de l'Éducation. Même si ces mesures ont reçu un accueil mitigé, cette tendance reflète une reconnaissance de l'importance des premières années pour un développement en santé des enfants.



Le projet Winnipeg Boldness

Winnipeg, Manitoba

Le projet Winnipeg Boldness est une initiative lancée en 2014 pour améliorer le bien-être des enfants de Point Douglas et de leurs familles sous tous ses aspects : physique, affectif, mental et spirituel. En associant les connaissances des résidents locaux à la science du développement de la petite enfance (DPE), le projet vise à atteindre trois objectifs principaux : concevoir une stratégie d'intervention DPE sur 6 ans, créer un récit communautaire positif sur Winnipeg-Nord et construire un modèle de DPE fondé sur la sagesse communautaire et les meilleures pratiques.

Unique dans son approche, le projet applique des outils issus des domaines de l'innovation sociale et de l'impact collectif pour mettre en place un processus collaboratif qui intègre un large éventail d'intervenants communautaires et de bases de connaissances. Plutôt que de créer une grande stratégie à concevoir et mettre en œuvre en même temps, le projet développe des prototypes à petite échelle qui peuvent être testés, ajustés, réduits et étalés pour bâtir une stratégie globale. Dans son essence, le projet Winnipeg Boldness constitue un laboratoire social en soi.

Parmi les faits marquants de la première année, il convient de citer la constitution d'un bureau local et d'une équipe, l'exécution et la documentation d'un modèle axé sur l'enfant, la mise en place d'un processus d'engagement communautaire et l'accueil de séances de co-création pour commencer à proposer des idées de changement.

Le projet *Winnipeg Boldness* est principalement financé par la province du Manitoba et la Fondation de la famille J.W. McConnell, avec le soutien organisationnel de Centraide de Winnipeg et un financement supplémentaire de la Richardson Foundation, de la Winnipeg Foundation, du Groupe Investors, de l'Agence de la santé publique du Canada et d'un donateur anonyme.

Pour plus d'informations sur le projet *Winnipeg Boldness*, veuillez consulter www.winnipegboldness.ca.

Grâce au soutien de fondations caritatives telles que la Wallace and Margaret McCain Family Foundation et la Jimmy Pratt Foundation, des communautés maritimes sélectionnées qui présentent une forte prévalence de besoins particuliers sont également en train d'expérimenter un modèle de programme intégré de DPE. Cette approche fournit un soutien intensif à tous les enfants plutôt que de cibler ceux avec des difficultés spécifiques. Au Manitoba, le gouvernement provincial a créé un organisme interministériel dénommé Enfants en santé Manitoba pour renforcer l'approche globale de la province en matière de DPE et répondre plus efficacement aux besoins communautaires, y compris en matière de logement et de nutrition. S'appuyant sur les meilleures pratiques, Enfants en santé Manitoba fait progresser quatre priorités stratégiques : promotion de la santé dès la petite enfance; soutien aux familles fortes et protectrices; stimulation des environnements sûrs, sécuritaires et favorables; et renforcement des communautés.

Défis communs

Si de nombreuses évolutions dans les différentes juridictions témoignent d'une avancée du DPE, plusieurs défis communs ont été mentionnés tout au long des tables rondes. Les participants ont exprimé leur frustration à propos des modèles de financement et partagé leurs inquiétudes quant à la nécessité d'un leadership plus fort dans les différents secteurs et Selon les participants aux tables rondes, la répartition des compétences érige des obstacles artificiels qui limitent sensiblement l'accès aux ressources et aux services, car elle ne reflète pas les réalités auxquelles sont confrontées les communautés autochtones.

communautés. Les discussions ont également identifié plusieurs problèmes spécifiques aux communautés inuites, soulignant les limites potentielles d'approches panautochtones.

Obstacles juridictionnels et entraves aux programmes

Selon les participants aux tables rondes, la répartition des compétences érige des obstacles artificiels qui limitent sensiblement l'accès aux ressources et aux services, car elle ne reflète pas les réalités auxquelles sont confrontées les communautés autochtones. Le gouvernement du Canada soutient principalement des programmes sanitaires, éducatifs et sociaux en dehors des territoires pour les communautés inuites hors réserve et éloignées. Même si le gouvernement fédéral fournit un financement pour un large éventail de programmes de DPE, les participants aux tables rondes ont signalé des lacunes notables, en particulier dans les petites communautés ou les communautés éloignées. En outre, les services fédéraux

Les participants ont exprimé leur frustration quant au temps nécessaire pour obtenir des financements limités auprès de différents ministères et autorités et pour répondre aux exigences en matière de rapports pour accords multiples.

offerts ne sont souvent pas comparables avec ceux qu'offrent les gouvernements provinciaux à la population générale.

En raison des différences en matière d'aides disponibles, des familles peuvent être contraintes à quitter leur communauté pour accéder à des programmes de DPE, en particulier si elles ont des enfants avec des besoins spéciaux. À l'inverse, des familles des Premières Nations qui cherchent des services dans

les centres urbains à proximité des réserves peuvent se voir refuser l'accès en raison de ce que leur communauté est déjà financée par le gouvernement fédéral. Pour les Inuits, les Métis et les populations urbaines des Premières Nations, les obstacles juridictionnels sont encore plus forts, car le DPE est du ressort de la surveillance réglementaire des gouvernements provinciaux et territoriaux, à l'exception de la région inuite semi-autonome du Nunavik.

Lors de nos tables rondes à Edmonton et Winnipeg, les participants ont indiqué que des communautés des Premières Nations ont réussi à obtenir des ressources provinciales pour des formations et l'élaboration des programmes de DPE. Toutefois, les avancées en matière de dépassement des obstacles juridictionnels demeurent fragiles en l'absence d'un engagement clair de la part des deux ordres de gouvernement pour trouver des solutions pratiques en collaboration avec les communautés autochtones.

La répartition de compétences entre ministères au sein du même niveau de gouvernement peut également compromettre l'utilisation efficace des ressources. Par exemple, Santé Canada finance le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les réserves tandis qu'EDSC finance l'Initiative en matière de garde d'enfants chez les Premières Nations et les Inuits dans certaines des mêmes communautés, ce qui entraîne une potentielle redondance des services. La situation est plus

Afin de replacer la question salariale en perspective, certains participants ont souligné que des préposés au stationnement ou des employés de la restauration rapide sont mieux payés que les éducateurs de DPE qui travaillent avec certains des enfants les plus défavorisés du pays.

complexe en Ontario et en Alberta, où la garde d'enfants dans les réserves est également financée par AADNC. Les différences de philosophie entre les programmes, les modèles de financement et les exigences de reddition de comptes rendent difficile toute mutualisation de ressources pour garantir une meilleure capacité à répondre aux besoins.

Les processus et les conditions de financement dressent des obstacles supplémentaires pour les communautés. Le financement de certains programmes est accordé en fonction des demandes de financement, ce qui désavantage systématiquement les communautés qui disposent de capacités limitées pour préparer leurs propositions. Les participants ont exprimé leur frustration quant au temps nécessaire pour obtenir des financements limités auprès de différents ministères et autorités et pour répondre aux exigences en matière de rapports pour accords multiples. La navigation à travers ce cloisonnement du financement peut s'avérer difficile et laisse peu de temps pour les autres priorités telles que la planification des programmes. Pour compliquer les choses, le financement du DPE est de plus en plus lié à des conditions particulières fixées par les gouvernements, notamment des directives en matière de programmes scolaires, des exigences de partenariats et des règlements sur la délivrance de permis aux établissements de garde d'enfants, qui peuvent ne pas tenir compte des contraintes ou

Outre le fait que les programmes de DPE pour les Inuits sont confrontés à nombre des défis évoqués, leur situation est aggravée par d'autres problèmes spécifiques particulièrement graves dans les régions nordiques isolées, tels que la pénurie de nourriture, des infrastructures inadaptées et des contraintes en matière de capacité.

Niveaux de financement

points de vue communautaires.

Les participants ont souligné de façon unanime le besoin d'une augmentation des niveaux de financement. De façon générale, les budgets des programmes fédéraux n'ont pas augmenté depuis une décennie alors que les populations cibles sont plus nombreuses et que les demandes de services se sont accrues, notamment pour les aides aux enfants avec des besoins spéciaux. Au regard des différents problèmes soulevés par les

professionnels du DPE, certains programmes semblent avoir été conçus pour ne pas fonctionner. Par exemple, l'Initiative visant la garde d'enfants chez les Premières Nations et les Inuits gérée par EDSC est une source importante de financement pour les programmes de garde d'enfants dans les réserves et les communautés inuites. Toutefois, cette initiative n'inclut pas un financement dédié pour les coûts de fonctionnement tels que le remplacement de l'infrastructure vétuste, la conformité aux normes fondamentales de santé et de sécurité pour la préparation des aliments ou l'assainissement, ou le respect des règlements provinciaux sur la délivrance de permis.

Il existe des preuves d'une relation entre la qualité des programmes de DPE et les résultats en matière de développement à long terme. Les compétences et les connaissances du personnel constituent l'un des déterminants clés de la qualité des programmes. Toutefois, à quelques exceptions près, les niveaux de financement actuels ne permettent pas de former et de rémunérer de façon appropriée les professionnels de DPE, ce qui se traduit par des taux élevés de roulement du personnel et d'épuisement professionnel. Afin de replacer la question salariale en perspective, certains participants ont souligné que des préposés au stationnement ou des employés de la restauration rapide sont mieux payés que les éducateurs de DPE qui travaillent avec certains des enfants les plus défavorisés du pays. Ces conditions ne sont pas seulement problématiques au niveau opérationnel, mais ont également une incidence sur la continuité au niveau du programme.

Leadership et reddition de comptes

Le soutien des leaders constitue un défi commun mentionné au cours des quatre tables rondes. Certains leaders autochtones et d'autres leaders politiques considèrent encore les programmes de DPE comme du gardiennage d'enfants ou un investissement « secondaire » et non comme un investissement nécessaire pour la prospérité à long terme de leurs communautés. Si de nombreux leaders comprennent l'impact de l'achèvement de la scolarité sur les perspectives d'avenir des individus, la relation entre un environnement sain et stimulant au cours des premières années de la vie et ses résultats, tels que la maturité et la réussite scolaires, semble être méconnue.

Les participants appellent également à une plus grande reddition de comptes dans la réalisation des programmes et le leadership communautaire, et demandent que la recherche et le gouvernement veillent à l'obtention de résultats concrets. Malgré l'abondance de données sur la variété et la gravité des défis auxquels sont confrontées les communautés autochtones, les ressources ne sont pas affectées là où elles sont le plus nécessaires. Certains participants ont souligné que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mettre en pratique les preuves en faveur du DPE, étant donné, en particulier, le fait que



La société d'intervention précoce *Opokaa'sin Lethbridge, Alberta*

Fondée en juillet 1996, *Opokaa'sin* constitue une pratique exemplaire d'intervention précoce dans le sud de l'Alberta depuis près de vingt ans. Signifiant « enfants » en pied-noir, *Opokaa'sin* s'emploie à faire en sorte que les familles des Premières Nations soient fières, en bonne santé, reliées et résilientes. À travers des services culturellement adaptés et des partenariats innovants, l'organisation est devenue une référence pour les familles autochtones dans le sud de l'Alberta et la zone du Traité numéro sept.

Opokaa'sin a noué des partenariats à la fois dans les réserves et hors réserve avec des leaders innovants, tels que Family Centre (Centre d'appui aux parents autochtones), le conseil scolaire de Kainai, le Club garçons et filles du Canada, le collège de Lethbridge et l'Institut d'études sur les enfants et la jeunesse de l'Université de Lethbridge. Par exemple, l'organisation a relié la recherche actuelle sur le développement précoce du cerveau et la pédagogie adaptée aux particularités culturelles pour travailler avec les familles autochtones.

La réussite d'*Opokaa'sin* peut être attribuée à sa capacité à jeter des ponts entre les enseignements traditionnels des aînés et les pratiques innovantes en collaborant avec des prestataires de services en réserve et hors réserve. L'organisation suit également les résultats et possède des approches adaptées pour mieux répondre à la démographie en constante évolution des familles qu'elle sert.

Servant actuellement plus de 250 clients chaque année, les programmes et services d'*Opokaa'sin* incluent l'aide préscolaire, la maternelle et la première année d'enseignement (axées sur la langue et la culture pieds-noirs), un programme parascolaire, des services de garderie, des cours d'éducation parentale, des programmes pour les personnes avec une déficience intellectuelle, ainsi qu'une aide aux familles et des initiatives d'encadrement des jeunes.

Pour plus d'informations sur *Opokaa'sin*, veuillez consulter www.opokaasin.org.



Centre Mi'kmaq de développement de l'enfant Halifax, Nouvelle-Écosse

Créé comme un programme d'extension du Centre d'amitié en 1994, le Centre Mi'kmaq de développement de l'enfant est un centre de ressources pour les familles autochtones du nord d'Halifax qui offre aux familles des Premières Nations vivant hors réserve des programmes adaptés à leur culture, même si toutes les familles autochtones sont bienvenues. Le Centre propose un large éventail de programmes qui vont de l'aide pré/postnatale aux initiatives culturelles pour les parents/enfants, en passant par le Groupe de soutien aux parents qui existe depuis longtemps et les évènements familiaux qui font désormais partie de la vie communautaire. Le Programme de sensibilisation communautaire, pour les clients existants et les nouveaux clients qui ont besoin de soutien, est crucial pour le centre.

Le Centre Mi'kmaq de développement de l'enfant travaille avec plusieurs organisations, notamment le Conseil des autochtones de la Nouvelle-Écosse, l'Association des femmes autochtones de la Nouvelle-Écosse, l'Agence de la santé publique du Canada, le Centre de soins de santé IWK, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et l'Aide juridique de l'Université de Dalhousie. Le Centre se concentre sur le renforcement des réseaux afin de sensibiliser la communauté autochtone urbaine d'Halifax et favoriser des résultats positifs pour cette population.

Faisant office de carrefour communautaire pour les parents avec des jeunes enfants, le Centre doit sa réussite à la force inhérente de la communauté autochtone urbaine et à son personnel passionné et dévoué. La culture et la langue sont les principaux facteurs d'attraction pour la majorité des familles qui bénéficient des services du Centre Mi'kmaq de développement de l'enfant.

Les résultats du programme sont notamment visibles à travers l'amélioration de la compréhension du mi'kmaq courant, l'augmentation du nombre de parents qui poursuivent leurs études, le taux d'inscription élevé au programme prénatal et la hausse du taux d'allaitement. Preuve de l'impact considérable du Programme d'aide préscolaire 4+ aux Autochtones, les personnes ayant bénéficié de l'initiative y retournent avec leurs propres enfants.

les subventions de recherche peuvent être obtenues plus facilement que les financements de programmes. Pour trouver le bon équilibre entre recherche et action, une reddition de comptes de la part de tous les intervenants est nécessaire pour garantir que les conclusions soient partagées et utilisées pour améliorer les résultats et que des études supplémentaires peuvent apporter une valeur ajoutée en identifiant de nouvelles opportunités.

Autres obstacles auxquels sont confrontées les communautés inuites et les autres communautés éloignées

Outre les défis déjà identifiés, les populations autochtones éloignées, en particulier les communautés inuites du Nord, sont confrontées à d'autres problèmes, notamment l'insécurité alimentaire, des infrastructures inadaptées et des contraintes de capacité. Les communautés isolées, qui sont éloignées des établissements éducatifs et dépendent de services de garde informels, rencontrent de grandes difficultés pour répondre aux exigences de délivrance de permis pour embauche de personnel. Les communautés sont également préoccupées par l'accès à des formations adaptées à leur culture et dispensées dans leur langue. Le contexte urbain présente d'autres inconvénients pour les organisations qui mettent en œuvre les programmes de DPE pour les Inuits. Dans la mesure où les financements fédéraux se concentrent principalement sur les communautés des Premières Nations et des Métis, les programmes ont tendance à ne pas tenir compte des besoins et des réalités spécifiques des enfants et des familles inuites qui résident dans des zones urbaines.

Principales recommandations

Si les participants aux tables rondes ont partagé un grand nombre d'idées d'actions futures, l'accent a été principalement mis sur la résolution des problèmes de financement et de capacités ainsi que sur la promotion d'approches de DPE holistiques et adaptées à la culture. Les autres recommandations portaient sur la nécessité d'un renforcement du leadership et de la reddition de comptes pour tous

les secteurs et intervenants. Qu'il s'agisse de la mise en œuvre des programmes, du leadership communautaire, de la recherche ou du gouvernement, un effort concerté est nécessaire pour promouvoir l'importance du DPE et fournir des aides globales et durables qui soient accessibles aux enfants autochtones et à leur famille dans tout le pays.

Améliorer les modèles de financement pour répondre à l'évolution des besoins des communautés

Le financement des programmes de DPE pour les enfants et les familles autochtones à des niveaux qui sont théoriquement « égaux » à ceux qui ciblent les populations non autochtones ne sera pas suffisant pour résorber les grandes inégalités historiques dont souffrent les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Alors que les communautés s'efforcent de surmonter l'héritage des pensionnats, l'universalisme proportionné, permettant aux communautés de recevoir un financement en fonction de leur niveau de besoin particulier, peut aider à combler l'écart en matière de perspectives d'avenir entre les enfants autochtones et non autochtones. La plupart des participants sont également en faveur de la flexibilité des approches tant que les programmes et services répondent aux besoins communautaires. Il est prioritaire de passer en revue les niveaux de financement pour les programmes actuels de DPE et de traiter les obstacles juridictionnels qui créent des inégalités de ressources et de services entre les communautés.

Afin de rationaliser les processus et répondre aux besoins communautaires à long terme, la mise en place d'un financement global pluriannuel et d'un modèle à guichet unique figurait également parmi les recommandations. Comme le démontrent les résultats positifs au Nunavik, un financement flexible à long terme permet aux communautés de planifier à l'avance et d'affecter les fonds de façon adaptée aux besoins. Au regard des difficultés que présente le cloisonnement des programmes, il est peut-être opportun d'envisager un nouveau modèle qui améliorerait la coordination entre les organismes de financement et rationaliserait les processus pour les partenaires chargés de la réalisation des programmes. Une plus grande intégration des politiques et des programmes, en particulier au niveau fédéral, peut contribuer à supprimer les pratiques inefficaces, réduire les exigences en matière de rapports et encourager les approches globales. Si les participants à la table ronde sur les Inuits étaient particulièrement favorables à un modèle à guichet unique, certains ont soulevé la question de l'importance de tenir compte des contextes spécifiques à chaque communauté plutôt que d'adopter une approche panautochtone. Un modèle efficace doit refléter les valeurs culturelles et être adapté aux besoins variés au sein des communautés autochtones.

Augmenter les investissements dans le renforcement des capacités pour maintenir un personnel de DPE solidement formé

L'augmentation des niveaux de financement et l'intégration de modèles de programmes peuvent permettre d'accroître les opportunités de formation sur le DPE et améliorer le recrutement et la rétention du personnel par le biais d'une meilleure rémunération. Compte tenu de l'approche actuelle en matière de financement, fondée sur la candidature, les communautés avec des capacités limitées tireront alors parti des formations et des aides qui améliorent leurs capacités à élaborer des demandes de financement qui aboutissent. Un plus grand accès à des programmes de formation communautaire et en ligne ancrés dans la culture et les connaissances autochtones est également important pour les communautés éloignées. Même si davantage de programmes utilisent les connaissances et l'expertise locales, en particulier à travers l'engagement d'aînés, le fait de travailler avec des experts extérieurs peut également être un autre moyen de combler les lacunes en matière de capacités. Par exemple, des chercheurs et des éducateurs peuvent mener des études communautaires et développer des outils tout en fournissant des opportunités de formation aux éducateurs communautaires et aux personnes qui mettent en œuvre les programmes.

Étendre les programmes holistiques communautaires pour soutenir le développement optimal des enfants

Le DPE est un continuum, car les premières années de la vie servent de fondation pour le développement tout au long de la vie. Il est également composé de plusieurs composantes, allant de la santé physique et mentale au lien culturel et spirituel, qui sont toutes façonnées par le bien-être général des familles et des communautés. Par exemple, le succès même des programmes d'aide préscolaire aux Autochtones peut être attribué au fait qu'ils sont axés sur six composantes critiques : culture et langue, éducation et maturité scolaire, promotion de la santé, nutrition, soutien social et participation des parents et de la famille. Pour favoriser un développement optimal, les programmes de DPE doivent refléter une vision plus large qui dépasse le fait de répondre aux besoins de base. Les décideurs politiques et les professionnels peuvent améliorer les résultats en adoptant une approche holistique qui tient compte de l'apprentissage tout au long de la vie, des différentes dimensions du bien-être et de l'importance de garantir un environnement sécuritaire et sain. Cependant, la mise en place d'un ensemble d'aides accessibles à tous exigera un modèle de financement durable et intégré, qui reflète la complexité du DPE.

Concevoir des programmes adaptés à la culture pour garantir de meilleurs résultats

Cultiver un fort sentiment d'identité culturelle n'est pas simplement une composante d'un DPE de qualité, mais un élément fondamental pour le bien-être général et la réussite future des enfants autochtones. Le lien culturel fait partie intégrante de la promotion de la fierté d'appartenir à une communauté et de la confiance en soi. Un enseignement culturellement adapté est particulièrement important pour le développement des enfants des Premières Nations, des Inuits et des Métis en raison de l'impact du colonialisme et de la vulnérabilité des langues autochtones. Les participants ont souligné l'importance d'intégrer les cultures, les langues et les enseignements autochtones au contenu des programmes et des outils d'évaluation du DPE. L'enseignement des connaissances autochtones dans tous les programmes de DPE peut également être bénéfique pour les enfants non autochtones en leur faisant découvrir d'autres visions du monde.

Impliquer les leaders des différents secteurs et communautés pour sensibiliser à l'importance du DPE Pour que des mesures soient prises sans délai, les leaders de tous les secteurs et communautés doivent comprendre l'impact d'un DPE de qualité sur les perspectives de vie future. Les parents, les familles, ainsi que les organisations locales, régionales et nationales, doivent tous devenir les défenseurs du DPE pour sensibiliser le public et créer une volonté politique d'investir dans un plan d'action. Par exemple, la reconnaissance par les entreprises du rôle du DPE dans la formation d'une main-d'œuvre compétitive peut donner lieu à de nouveaux accords de développement global avec des communautés autochtones qui incluent un soutien à ces programmes. Faire évoluer la perception de l'importance du DPE par le grand public peut susciter un plus grand respect pour les professionnels et contribuer à accroître l'intérêt et les rémunérations dans le domaine du DPE. Outre l'engagement du public et des leaders, le fait d'évaluer les programmes et de faire connaître les réussites favorise également une meilleure compréhension de ce qui fonctionne réellement et de la façon dont les bénéfices peuvent être étendus à toutes les communautés.

Utiliser la collaboration pour combler les lacunes dans l'accès aux programmes et leur financement La collaboration entre les ministères, les gouvernements et les secteurs, ainsi qu'avec et entre les communautés, est un thème qui a été abordé tout au long des discussions. En travaillant ensemble, les intervenants ne peuvent pas seulement partager les meilleures pratiques et mutualiser les ressources, mais ils améliorent également la coordination pour garantir que les modèles de financement ainsi que les programmes et services continuent de répondre aux besoins communautaires. La technologie ouvre

de nouvelles opportunités de collaboration en améliorant l'accès aux aides et en reliant les communautés rurales et urbaines. Toutefois, une collaboration efficace exige un respect mutuel, car les approches trop normatives tendent à ne pas tenir compte des ressources et du point de vue des communautés. En particulier, les partenariats doivent respecter l'autodétermination des communautés autochtones et tenir compte de la complexité du DPE.

Promouvoir le changement : est-il temps d'imaginer une nouvelle stratégie de DPE pour les Autochtones?

Cette année d'élection, marquée par des débats nationaux sur la garde d'enfants universelle, offre l'opportunité de relancer les discussions nationales sur les stratégies de DPE qui peuvent combler l'écart en matière de perspectives d'avenir entre les enfants autochtones et non autochtones. Alors que les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis demeurent confrontées aux mêmes difficultés et qu'un grand nombre de travaux de recherche ont déjà été menés, de nombreux intervenants attendent à présent des mesures concrètes. Bien que des évolutions prometteuses émergent à travers le pays, plusieurs domaines d'actions clés attendent encore des réponses. Les priorités incluent un financement coordonné qui réponde aux besoins communautaires, une hausse des investissements dans le renforcement des capacités, une amélioration de l'accès à des programmes holistiques fondés sur la communauté, des efforts concertés pour sensibiliser à l'importance du DPE et une plus grande collaboration pour combler les lacunes en matière d'accès aux programmes et de financement. En outre, les mesures futures ne doivent pas seulement se concentrer sur les obstacles opérationnels au DPE, mais doivent également refléter une compréhension du fait que les cultures, langues et modes de connaissance traditionnels sont fondamentaux -et non accessoires- pour des programmes de qualité.

Pour faire progresser ces questions, il est nécessaire de créer une plateforme nationale où tous les intervenants peuvent travailler ensemble pour identifier les objectifs communs et définir la voie à suivre collectivement. Le gouvernement du Canada est peut-être bien placé pour mener ce dialogue national qui permettra d'identifier les opportunités afin d'optimiser l'impact des programmes de DPE et améliorer les perspectives d'avenir pour les enfants, les familles et les communautés autochtones. Réunissant les leaders autochtones, tous les ordres de gouvernement, les experts du DPE, les fondations caritatives ainsi que les partenaires privés et à but non lucratif, ce dialogue peut contribuer à faire avancer des stratégies collaboratives pour surmonter les obstacles clés qui entravent la mise en œuvre équitable et efficace des programmes de DPE. Il peut également étendre les programmes de qualité en mettant en exergue les meilleures pratiques à travers le Canada et constituer une alliance de différents intervenants qui peuvent travailler ensemble pour garantir que les initiatives communautaires culturellement adaptées soient non seulement pérennes, mais également accessibles à tous les enfants autochtones, quel que soit leur statut ou leur lieu de résidence.

¹ Statistique Canada (2011). Les peuples autochtones au Canada : Premières Nations, Métis et Inuits. *Enquête nationale auprès des ménages, 2011*. Tiré de : http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-011-x/99-011-x2011001-eng.pdf

² Little Bear, L. (2000). Jagged worldviews colliding. In M. Battiste (Ed.), *Reclaiming Indigenous voice and vision*. Vancouver: University of British Columbia Press.

³ Greenwood, Margo L. (2009). Places for the good care of children: a discussion of Indigenous cultural considerations in Canada and New Zealand. [Thèse de doctorat]. Tiré de: http://circle.ubc.ca/handle/2429/14838?show=full

⁴ Maggi, S., Irwin, L.J., Siddiqi, A. et Hertzman, C. (2010). The social determinants of early childhood development: an overview. *Journal of Pediatrics and Child Care*. 46(11), pp.627-635. DOI: 10.1111/j.1140-1754.2010.01817.x.

⁵ Hill-MacDonald, Gayadowehs L.A., Roussin, D. et Simon, M. (communication personnelle, 14 octobre 2014).

⁶ Banque mondiale (2014). *Invest Early: Early Childhood Development a driver for results*. Tiré de : http://www.worldbank.org/en/results/2014/06/02/invest-early-early-childhood-development-a-driver-for-results.

⁷ McCain, M., Mustard, J.F., McCuaig, K. (2011). *Early Years Study 3: Making decisions Taking action*. Toronto: Margaret et Wallace McCain Family Foundation. Tiré de : http://timeforpreschool.ca/media/uploads/pdfs/early-years-study3-2011.pdf

⁸ P Fortin, P., Godbout, L. et St-Cerny, S. (2012). Impact of Quebec's universal low-fee childcare program on female labour force participation, domestic income, and government budgets. Sherbrooke, QB: Université de Sherbrooke. Tiré de : http://www.oise.utoronto.ca/atkinson/UserFiles/File/News/Fortin-Godbout-St_Cerny_eng.pdf

⁹ Preston, J.P., Cottrell, M., Pelletier, T.R. and Pearce, J.V. (2012). Aboriginal early childhood education in Canada: issues of context. *Journal of Early Childhood Research.* 10(1), pp. 3-18. doi: 10.1177/1476718X11402753

¹⁰ Ball, J. (2005). Supporting First Nations' constructions of early childhood care and development through community-university partnerships - Canadian Early Childhood Education: Broadening and Deepening Discussions of quality. Fédération canadienne des services de garde à l'enfance. Research Connections Series (13), pp 21-40. Tiré de: http://web.uvic.ca/fnpp/documents/Ball_SupportingFNConstruct_RCC2005.pdf
11 Little Bear, L. (2000).

¹² Magic Arrow Productions. (1992). Sleeping children awake (part four). [fichier vidéo]. Tiré de : http://www.youtube.com/watch?v=uzglQlk-Tuo

¹³ Erin Hanson (2009). The residential school system. Tiré de : http://indigenousfoundations.arts.ubc.ca/home/government-policy/the-residential-school-system.html

¹⁴ Statistique Canada (2011).

Annexe A: Ordre du jour des tables rondes

Veuillez noter que toutes les tables rondes se sont déroulées selon un format similaire. Les seules différences ont été l'ajout d'un déjeuner de travail après la première table ronde à Edmonton et une heure de début plus tardive pour la dernière table ronde à Ottawa.

Formation de leaders : Développement de la petite enfance dans les communautés autochtones

Ordre du jour

9 h 00 – 9 h 15	Arrivée et petit-déjeuner
9 h 15 – 9 h 25	Bénédiction d'ouverture
9 h 25 – 9 h 45	Déclarations préliminaires et introductions Pourquoi le sujet de cette table ronde est-il important/pertinent? Quel est notre objectif ambitieux pour l'issue de ce projet?
9 h 45 – 11 h 30	Débat modéré Les participants de la table ronde exploreront plusieurs questions, notamment les questions suivantes :
	 Quelles sont les bonnes pratiques/réalisations remarquables en matière de développement de la petite enfance dans votre localité ou votre région? Quels sont les défis ou obstacles actuels au développement de la petite enfance dans votre localité ou votre région? Quels enseignements peuvent être tirés des politiques ou programmes prometteurs de DPE au Canada et à l'étranger? Quelles sont les priorités clés pour améliorer le développement de la petite enfance dans votre localité ou votre région? Comment les gouvernements, le secteur privé, les communautés et les familles peuvent-ils jouer un rôle dans l'amélioration des perspectives d'avenir des jeunes enfants?
11 h 30 – 12 h 30	Déjeuner de travail En petits groupes, les participants identifieront les priorités clés pour les actions futures
12 h 30 – 12 h 55	Conclusion du débat modéré
12 h 55 – 13 h 00	Conclusion

Annexe B: Participants à la table ronde

Table ronde Edmonton, 11 décembre 2014

Lynn Allan

Directrice exécutive Section Petite enfance Ministère de l'Éducation Gouvernement de la Saskatchewan

Suzanne Anselmo

Directrice exécutive Section Développement de la petite enfance Ministry of Human Services Gouvernement de l'Alberta

Robyn Blackadar

Présidente-directrice générale Alberta Centre for Child, Family & Community Research

Carol Brown

Directrice Louis Bull Daycare Première nation de Louis Bull

Marcella Child-Paul

Directrice de la garderie Ermineskin Tribal Enterprises

Jackie Coban

Coordonnatrice du service de garde North Peace Tribal Council

Sherry Fowler

Chef d'équipe White Cloud Head Start Bent Arrow Traditional Healing Society

Vonnie Francis

Spécialiste de programme DPE Federation of Saskatchewan Indian Nations

Joan Gignac

Directrice exécutive Aboriginal Head Start Association of BC

Tina Houle

Directrice financière Blue Quills First Nations College

Karen Isaac

Directrice exécutive BC Aboriginal Child Care Society

Rashmi Joshee

Directrice de programme Unité de santé publique Bureau de l'Alberta, région de l'Ouest Agence de la santé publique du Canada

Kathryn McDade

Vice-présidente Public Policy Forum

Tanya Pace-Crosschild

Directrice exécutive Centre de développement de l'enfant *Opokaa'sin*

Palma Quinney

Coordinatrice
Programmes de
développement de la petite
enfance
Blue Quills First Nations College

Christopher Smith

Directeur exécutif The Muttart Foundation

Emily Vespi

Agente principale de programme Santé Canada

Merle White

Directeur exécutif Canadian Native Friendship Centre

Winnie Wong

Chef de Projet Forum des politiques publiques

Dolphus Yellowdirt

Aîné cri Première nation d'Alexander

Eva Yellowdirt

Première nation d'Alexander

Table ronde Halifax, 22 janvier 2015

Doreen Baird

Administratrice par intérim des programmes de la petite enfance Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard

Mary Baird

Coordinatrice, programme d'aide préscolaire aux Autochtones sur réserves Première nation d'Abegweit

Michelle Bowden

Conseillère de programme Agence de la santé publique du Canada

Mary Louise Bernard

Administratrice/animatrice, Child Help Initiative Program Conseil des Autochtones de la Nouvelle-Écosse

Thomas Christmas

Vice-président Mi'kmaw Native Friendship Centre

Jyl Cress

Mainland Mi'kmaq Community Coordinator The Confederacy of Mainland Mi'kmaq

Angela Daniels-Drummond

Coordonnatrice d'inclusion Dartmouth Day Care Centre

Donna Frizzell

Directrice de la garderie Mi'kmaq Child Development Centre

Laine Johnson

Stagiaire en recherche Forum des politiques publiques

Lisa Lachance

Directice exécutive, Children and Youth in Challenging Contexts Institute Université Dalhousie

Diane Lutes

Directrice, services de la Petite enfance (anglophone), ministère de l'Éducation et du développement de la petite enfance Gouvernement du Nouveau-Brunswick

Kathryn McDade

Vice-présidente Forum des politiques publiques

Carol Page

Agent de liaison de supervision Mi'kmaq Employment Training Secretariat

David Philpott

Membre du conseil d'administration Jimmy Pratt Foundation

Janet Pothier

Agente de santé The Confederacy of Mainland Mi'kmaq

Mary Caroline Rowan

Candidate au doctorat Récipiendaire d'une bourse d'études supérieures Canada Vanier Université du Nouveau-Brunswick

Marilyn Sark

Présidente Association des femmes autochtones de l'Île-du-Prince-Édouard

Cynthia Sewell

Assistante professionnelle, Troubles causés par l'alcoolisation fœtale Centre d'excellence Première nation Pabineau

Caryn Small Legs-Nagge

Conseillère, programme de santé maternelle et infantile Santé des Premières nations et des Inuits Santé Canada

Eva Sock

Chef de programme DPE Elsipogtog Health & Wellness Centre

Harry Sock

Directeur, services à l'enfance et à la famille Première nation Elsipogtog

Lee Thomas

Our Children and Our Way Aboriginal Head Start Centre de développement de l'enfant Mi'kmag

Table ronde Winnipeg, 29 janvier 2015

Leanne Boyd

Directrice, Élaboration des politiques, recherche et évaluation Healthy Child Manitoba Office Gouvernement du Manitoba

Mary L. Brown

Conseillère principale, Prestation des programmes Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, région du Manitoba Santé Canada

Natalie Carreiro

Programmatrice du développement communautaire Inkster Parent Child Coalition NorWest Co-op Community Health

Rachel Eni

Professeur adjoint
Department of Family Social
Sciences
Université du Manitoba

Vanessa Everett

Conseillère First Peoples Development Inc.

Margaret Ferniuk

Directrice, Manitoba Early Learning and Child Care Manitoba Family Services Gouvernement du Manitoba

Maxine Geller

Présidente Council of School Leaders

Brenna Grunsten

Programmatrice du développement communautaire Inkster Parent Child Coalition NorWest Co-op Community Health

Chrissy Hansen

Coordinatrice « Healthy Baby » Indian & Métis Friendship Centre of Winnipeg

Damon Johnston

Président Aboriginal Council of Winnipeg

Judy Mayer

Vice-présidente, The Pas Region and Minister of Métis Child and Family Manitoba Métis Federation Inc.

Kathryn McDade

Vice-présidente Forum des politiques publiques

Renee McGurry

Educational Support Services St. James-Assiniboia School Division

Norman Meade

Aîne en résidence Université du Manitoba

Gwen Merrick

Directrice exécutive associée Manitoba First Nations Education Resource Centre

Matthew Peake

Analyste principal en matière de politiques, Aboriginal Affairs Directorate Emploi et Développement social Canada

Jennifer Rattray

Sous-ministre adjointe Community Engagement and Corporate Services Gouvernement du Manitoba

Diane Roussin

Directrice de projet The Winnipeg Boldness Project

Jan Sanderson

Directrice générale, Healthy Child Manitoba Office, and Secretary, Healthy Child Committee of Cabinet, and Deputy Minister, Children and Youth Opportunities Gouvernement du Manitoba

Vanessa Spence

Coordonnatrice de la garderie First Peoples Development Inc.

Kim Watts

Conseillère de programme Manitoba and Saskatchewan Office Agence de la santé publique du Canada

Winnie Wong

Chef de Projet Forum des politiques publiques

Table ronde Ottawa, 19 février 2015

Judy Eecherk

Coordonnatrice régionale de garde d'enfants Kivalliq Partners in Development

Eva Eetuk- Groves

Coordonnatrice régionale de garde d'enfants Kakivak Association

Lena Egotak

Coordonnatrice régionale de garde d'enfants Kitikmeot Inuit Association

Lauren Goodman

Conseillère principale en politiques Inuit Tapiriit Kanatami

Sébastien Goupil

Vice-président Forum des politiques publiques

Janine Lightfoot

Analyste en matière de politiques, ECD File Lead Nunavut Tunngavik Inc.

Natalie Lloyd

Directrice « Early Years and Community Initiatives » Ottawa Inuit Children's Centre

Christine Lund

Coordonnatrice de projet Tungasuvvingat Inuit

Jenny Lyall

Coordonnatrice régionale de garde d'enfants Gouvernement du Nunatsiavut

Tara Matte

Gestionnaire intérimaire Ottawa Inuit Children's Centre

Anna Claire Ryan

Coordonnatrice principale de projet Inuit Tapiriit Kanatami

Maria Storr

Gestionnaire Programme de développement de l'enfant Inuvialuit Regional Corporation

Maryse Turcot

Coordonnatrice régionale de garde d'enfants Kativik Regional Government

Sally Webster

Aînée inuit

Winnie Wong

Chef de projet Forum des politiques publiques

Annexe C : Comité consultatif d'experts

Craig Alexander

Vice-président principal et économiste en chef Groupe Banque TD

Margo Greenwood

Leader académique, National Collaborating Centre for Aboriginal Health and Associate Professor, Department of First Nations Studies University of Northern British Columbia

Gayadowehs Lu Ann Hill-MacDonald

Conseillère pédagogique

Nathalie Lloyd

Directrice « Early Years and Community Initiatives » Ottawa Inuit Children's Centre

Kerry McCuaig

Chercheur en politiques sur la petite enfance, Atkinson Centre for Society and Child Development Ontario Institute for Studies in Education Université de Toronto

Diane Roussin

Directrice de projet The Winnipeg Boldness Project

Mary Simon

Présidente

Comité national sur l'éducation des Inuits



CANADA'S
PUBLIC POLICY

FESTRUM

DES POLITIQUES PUBLIQUES
DU CANADA